

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 25 août 2023

Nos réf. : SAU/LJ/MT n° 23-391

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Société PETITJEAN

52 Avenue du Maréchal Leclerc
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 juin 2023 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour principaux objectifs de faire un bilan général du site sur l'aspect des risques accidentels (étude de dangers, Plan d'Opération Interne (POI), défense incendie, rétentions), et d'examiner la prise en compte des arrêtés de mise en demeure des 09/10/2019 et 26/01/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETITJEAN
- 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société AL BABTAIN est devenu un actionnaire minoritaire, les dirigeants de la société ont souhaité utiliser le nom historique de la société PETIJEAN. Un extrait K BIS daté du 7 février 2023 a été communiqué à l'inspection par courriel le 6 juillet 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Politique de prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-33	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	EDD (Etude De Dangers)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	PMII (Plan de Modernisations es Installations Industrielles)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne (POI)	AP de Mise en Demeure du 26/01/2022, article 1	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.6.2	/	Sans objet
8	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'un point de vue générale sur la partie risques accidentels, la présente inspection n'a pas mis en avant de non conformité à traiter en urgence. Néanmoins, les situations constatées ont justifié la proposition d'une mise en demeure et d'une lettre de suite préfectorale.

La mise en demeure concerne l'état des stocks et la mise à jour de la politique de prévention des accidents majeurs. Quant à la lettre de suite préfectorale, elle attend de l'exploitant une cohérence entre ce qui écrit dans l'étude de dangers et ce qui est réellement mis en place sur le site.

Concernant l'examen des arrêtés de mise en demeure des 09/10/2019 et 26/01/2022, sur les parties inspectées lors de la présente visite, les actions ont bien été mises en place, ce qui permet de proposer les décisions suivantes :

- la levée partielle de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/10/2019 sur le Plan d'Opération Interne (POI), l'étude de dimensionnement des moyens de confinement des eaux d'extinction incendie, et l'étude de dangers ;
- la levée totale de l'arrêté de mise en demeure du 26/01/2022 qui concerne le Plan d'Opération Interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, Politique de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement
Constats : L'exploitant a bien transmis à la DREAL sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) suite à l'inspection réalisée le 17/09/2020. Ce document a été présenté lors de cette inspection. Il décrit la politique de prévention des accidents majeurs mise en œuvre par l'entreprise, mais il n'est pas daté et il est signé par l'ancien Président de l'entreprise. De plus, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction mériteraient d'être plus détaillés. La PPAM mérite d'être mise à jour, l'exploitant s'est engagé à transmettre le document sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PMII (Plan de Modernisations et Installations Industrielles)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des capacités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les dispositions du présent article sont applicables : [...] 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 : — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013."</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les FDS (Fiches de Données de Sécurité) ainsi qu'un document réalisé par une organisation professionnelle. Ces documents confirment que les mélanges contenus dans les bacs de traitement de surface ne disposent pas des mentions de danger H400 et H410.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un document de suivi de stocks mis à jour toutes les semaines, ainsi que de toutes les FDS (Fiche de Données de Sécurité) des produits. Ces documents ont été observés sur le réseau de l'entreprise. Ils sont accessibles de l'extérieur en cas d'accident sur le site, et les liens du réseau ont été intégrés au POI.</p> <p>Néanmoins, ces documents ne concernent que la partie traitement de surface. Même s'il s'agit de la partie la plus à risque du site, il convient également de retrouver dans cette liste les huiles usagées, le GNR ainsi que le GPL. Les quantités maximales de ces derniers figurent toutefois sur le plan de localisation des zones de dangers inclus dans le POI.</p> <p>A la vue de ces constats, l'exploitant devra compléter son état des matières stockées sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : EDD (Etude De Dangers)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : 2. Analyse de risques. L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants. 3. Elaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.
Constats : Dans l'arrêté de mise en demeure n° PCICP2019282-0001 du 09/10/2019, l'exploitant devait réaliser une étude des dangers sous un délai d'un an. Cette étude de dangers (EDD) a été transmise par courrier électronique le 27 décembre 2019. Le retour à la conformité est constaté. La partie de l'arrêté de mise en demeure concernant ce point peut donc être levée. L'examen de cette EDD a donné lieu au rapport d'inspection du 19/05/2020. Dans ce rapport, différentes remarques et observations devaient être prise en compte par l'exploitant pour améliorer la qualité de la prévention des risques dans son établissement. Un retour sous 6 mois était attendu. Or, à ce jour, même si la mise en œuvre de certaines remarques et observations a été réalisée, toutes celles-ci n'ont pas été prises en compte et aucune mise à jour de l'EDD n'a été effectuée. Il est donc rappelé à l'exploitant qu'il doit mettre à jour son EDD en prenant en compte l'ensemble des remarques et observations effectués dans le rapport du 19/05/2020. Cette mise à jour devra être réalisée dans un délai maximum de 6 mois. Par ailleurs, pour répondre à certaines interrogations à la lecture de l'EDD, lors de la visite du site, l'Inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- que la cuve de stockage de 3 000 l d'huile neuve est dorénavant vide ;- l'absence de stockage de combustibles dans le bâtiment 1 situé proche des limites du site. L'exploitant doit informer l'inspection des suites données sur ces deux points.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 26/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI – Exercice de test
Prescription contrôlée : La Société AL BABTAIN FRANCE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.6.7 et 8.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 relatifs au Plan d'Opération Interne. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois le Plan d'Opération Interne réactualisé en tenant compte des remarques du rapport d'inspection susvisé ;• l'exploitant réalisera sous un délai de 6 mois, un exercice de sécurité visant à tester le Plan d'Opération Interne réactualisé.
Constats : Pour faire suite à la publication de l'arrêté de mise en demeure du 26/01/2022, l'exploitant a transmis le 19 avril 2022 le Plan d'Opération Interne (POI) réactualisé en tenant compte des remarques de l'Inspection. Un exercice de déclenchement du POI a ensuite été réalisé en collaboration avec le SDIS le 01/12/2022. Le compte-rendu a été présenté à l'Inspection. Dans ce compte-rendu, des points négatifs et des points à améliorer ont été formalisés. Leur prise en compte a pu être vérifiée sur certains points (exemple : planning hebdomadaire imprimé par le chef d'équipe dans chaque atelier pour faciliter le comptage des personnes présentes), mais la traçabilité des actions mises en œuvre mérite d'être améliorée. L'exploitant a donc mis en œuvre et testé son POI, le retour à la conformité est constaté, la mise en demeure du 26/01/2022 peut donc être levée sur ce point. Par ailleurs, l'Inspection rappelle à l'exploitant que la réglementation demande maintenant à ce que le POI soit testé au moins une fois tous les 3 ans pour les sites Seveso seuil bas. L'exploitant doit mieux tracer la mise en œuvre des plans d'actions suite aux exercices POI réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter avant le 30 juin 2020 la première échéance fixée à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé . En particulier l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : « En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, qui prévoit que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent et que en tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent (...). L'exploitant conduira les études de dimensionnement dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté, concomitant à l'étude prescrite à l'article précédent, et réalisera les aménagements nécessaires avant le 31 décembre 2020. »
Constats : Les installations de traitement de surface sont toutes équipées de rétention permettant de récupérer le contenu des bains en cas d'incendie. Concernant le bâtiment dans lequel sont intégrées ces installations (bâtiment 3 galva), l'exploitant a réalisé l'étude de dimensionnement des rétentions des eaux incendie demandée dans l'arrêté de mise en demeure du 09/10/2019. Il s'est basé sur le document reconnu D9A. La mise en demeure du 09/10/2019 peut donc être levée sur la partie qui concerne la réalisation de l'étude de dimensionnement des moyens incendie. Concernant la mise en œuvre de cette rétention, lors de l'exercice POI réalisé le 02/12/2022, le SDIS a précisé que, du fait de la présence de métaux en fusion (zinc), il n'utiliserait pas d'eau pour lutter contre l'incendie dans ce bâtiment. En effet, l'eau dans l'acier en fusion pouvant vaporiser, il y aura des projections de métaux en fusion et la création d'hydrogène. En d'autres termes, la mise en place d'une rétention des eaux incendie sur le bâtiment 3 galva n'aurait a priori aucune utilité puisque l'eau ne serait pas utilisé par le SDIS. Cependant, afin de bien prendre en compte tous les risques d'incendie, l'Inspection alerte l'exploitant sur le fait qu'il convient de déterminer et de situer l'ensemble des pièces et éléments susceptibles de brûler au sein de ce bâtiment : gaines de chauffage, fluide caloporteur,... En effet, si un incendie débute dans un emplacement éloigné des bains de traitement, il y aura très probablement une intervention avec des eaux d'extinction. Il est alors nécessaire d'étudier les possibilités offertes par le site afin de pouvoir au moins confiner de faibles quantités d'eaux polluées. En conclusion, l'exploitant dispose à ce jour d'une étude de dangers (EDD), référencée 53132197, qui précise l'utilisation de 60 m³/h d'eau pour éteindre l'incendie du bâtiment 3 galva. Or, conformément aux articles 11.3 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2018, et 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent être collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Dans l'attente de la mise à jour de l'EDD en prenant notamment en compte les éléments complémentaires sus-mentionnés (éléments susceptibles de brûler, début d'incendie dans une partie du bâtiment,...), l'exploitant doit donc être en mesure de collecter les eaux d'extinction. Ces éléments seront rappelés à l'exploitant dans une lettre de suite préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : /

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a procédé par sondage à la vérification de plusieurs extincteurs. Dans l'ensemble, les extincteurs étaient bien vérifiés en date de septembre 2022, positionnés à des emplacements pertinents et en quantité importante. Néanmoins, l'accessibilité à plusieurs d'entre eux était parfois compliquée, voire entravée : <ul style="list-style-type: none">- extincteur n° 73 dans le bâtiment produit alu ;- extincteurs n° 68 et 105 dans le bâtiment PTC ;- extincteur n° 104 accessible via l'utilisation d'une clé obtenu après avoir cassé une vitre. Il a également été constaté que la vérification de l'extincteur n°110 (près du bâtiment peinture) n'a pas été effectué. L'exploitant a noté l'ensemble des extincteurs pour lesquels il y a des actions à mener. Il s'est engagé à corriger les situations au plus vite. Par email le 07/07/2023, l'exploitant a transmis des photos démontrant que les extincteurs concernés sont dorénavant accessibles. Il a également précisé qu'une commande a été faite pour la vérification de l'extincteur n°110. L'exploitant veillera à assurer de manière continue l'accessibilité de ses extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des stockages de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que l'ensemble des produits dangereux observés étaient bien sur rétention. Aucun problème d'incompatibilité n'a par ailleurs été constaté. Par contre, la présence d'eau et d'objets divers (tuyaux, pièces métalliques,...) a été constaté dans certaines rétentions, notamment au niveau du parc à huile. Même si les quantités observés n'étaient pas de nature à remettre en cause l'efficacité des rétentions, il ne faudrait toutefois pas que cette situation se dégrade. L'exploitant veillera à nettoyer les rétentions encombrées par des objets et les eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet